# Réglementation concernant les phytosanitaires

*Date de réalisation : 23 septembre 2014*

## Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) (Règlement européen 1107-09, règlement 396-2005)

La réglementation communautaire impose une autorisation de mise sur le marché (AMM) délivrée par l'Etat membre, pour un usage déterminé et dans des conditions d'utilisation précises. L'étiquette donne la plupart des conditions d'usage : usage, dose maximale autorisée, … Le délai avant récolte est indiqué sur l'étiquette dans la plupart des cas, en son absence : respectez un délai minimum de 3 jours avant la récolte.

## Formation des utilisateurs

Certiphyto obligatoire pour les opérateurs en propre (agriculteurs, collectivités et entreprises traitant elles-mêmes) à partir du 26 novembre 2015.
Validité : 10 ans pour les certificats agricoles (décideur et opérateur) et 5 ans pour les autres catégories.

## Protection de l'applicateur

Obligations relevant du code du travail (Décret 87-361 du 27/05/06) pour l'exploitant ayant un tiers sous sa responsabilité :

- formation annuelle aux risques et aux précautions à prendre
- mise à disposition et renouvellement du matériel de protection : veiller à leur port et au lavage après traitement (gants nitriles ou néoprènes, masque de protection minimale A2P3 et si manipulation de semences enrobées et microgranulés insecticides : masque jetable équipé d'un filtre antipoussière de type FFP3, combinaison, lunettes, bottes)
- armoire individuelle et douche
- avoir à disposition du salarié les fiches de données de sécurité (1 fiche par produit, se renseigner sur www.quickfds.com)

## Equipements du pulvérisateur (Norme EN 907 et EN 12761, directive 89/392 sur la sécurité et directive 95/63)

- **cuve de rinçage** : indispensable pour gérer la dilution et l'épandage au champ du fond de cuve, préconisée dans la norme EN 12761 (préconisations : au moins 10 % du volume nominal de la cuve ou 10 fois le volume résiduel, volume non pompable - buses rotatives à l'intérieur de la cuve souhaitable pour un rinçage parfait). Obligatoire pour les pulvérisateurs neufs depuis le 15 décembre 2011
- **bac d'incorporation** : l'incorporation se fait à plus de 1 m 50, le pulvérisateur doit être équipé d'un marche-pied ou d'un bac d'incorporation
- **cuve lave-main** : 15 l minimum obligatoire s'il y a un salarié, sinon, fortement conseillé
- **buses** : buses anti-dérive homologuées ZNT obligatoires pour ramener la ZNT de 20 ou 50 m à 5 m en bordures des cours d'eau
- **rince-bidon** : pas obligatoire mais incontournable. Quasiment toujours inclus dans la trémie d'incorporation

## Contrôle du pulvérisateur (Loi sur l'eau 30/12/2006)

Obligatoire depuis 2009 et valide 5 ans à partir de la date du contrôle ou de la date d'achat du pulvérisateur neuf. Tout le réseau breton CRODIP Indigo : www.crodip.fr ou mail : info@crodip.fr.

## Gestion des déchets (Art 9 arrêté 25/02/75 abrogé par arrêté du 24/09/96, code du travail, de la santé publique, art L541-2 du Code de l'environnement, ...)

Tout producteur de déchet est responsable de son élimination. Les Produits Phytosanitaires Non Utilisables (PPNU) et Emballages Vides de Produits Phytosanitaires (EVPP) sont des DIS (Déchet Industriel Spécifique). Il est interdit de les enfouir, de les brûler ou de les mettre parmi les ordures ménagères. Il est donc obligatoire de participer aux collectes ADIVALOR ou de les traiter dans une filière agréée DIS. Les PPNU doivent être identifiés (exemple de mention sur le bidon : « PPNU - produit en voie de destruction ») et stockés séparément dans le local phytosanitaire jusqu'à la prochaine collecte. Les EVPP rincés doivent être séparés des PPNU et placés dans un sachet pour éviter tout risque de manipulation par un tiers.

## Protection de la faune

- arrêté du 15/12/88 : les granulés insecticides et nématicides doivent être enfouis dans la raie de semis, les trémies doivent être étanches, le transvasement du produit doit se faire sous abri (les mêmes règles sont recommandées avec les semences traitées)
- arrêté du 13/01/09 : déflecteur obligatoire sur le semoir pour tout semis de maïs enrobé
- arrêté du 28/11/03 : traitement insecticide ou acaricide interdit en période de floraison quand des abeilles ou autres insectes pollinisateurs sont présents sur la culture

## Local ou armoire de stockage (Code de la santé publique (R5162, R5170) et code du travail (décret du 27/05/87)

Il doit être aéré ou ventilé, spécifique et fermé à clef, disposer à l'extérieur d'un extincteur à poudre ABC, d'un point d'eau. En fonction des situations (cahier des charges Global GAP, présence d'un tiers, …), d'autres obligations sont à prendre en compte : pas d'étagères en bois, porte ouvrant vers l'extérieur. Se renseigner auprès des organisations professionnelles. **Les produits doivent être classés à l'intérieur du local selon 3 classes :**

- les produits T, T+ et CMR c'est à dire les produits avec au moins une phrase de risque suivante : R40, 45, 46, 49, 60, 61, 62, 63 et 68 (à mettre en concordance avec les nouvelles conditions d'étiquetage commençant par H)
- les produits X (non CMR) et C
- les produits sans classement

## Conditions de pulvérisation (Arrêté phytosanitaire national du 12/09/2006)

- **dispositif évitant le retour d'eau** (clapet anti-retour ou potence) et le débordement de la cuve (techniquement : volucompteur à arrêt automatique, cuve de pré-stockage ou à défaut surveillance humaine)
- **rinçage des bidons** à l'eau claire qui doit être versée ensuite dans le pulvérisateur (3 rinçages recommandés)
- réutilisation pour le traitement suivant ou **vidange du fond de cuve** à la parcelle après au moins 2 rinçages (volume de l'eau de rinçage à définir de façon à obtenir une dilution par 100 du volume résiduel) pulvérisés sur la parcelle en veillant à ne pas dépasser la dose maxi autorisée. La vidange doit se faire une fois/an sur la même surface, à 50 m des cours d'eau et 100 m des plages et zones conchylicoles
- **lavage du pulvérisateur au champ ou sur une parcelle enherbée** voisine du siège d'exploitation
- **zones de Non Traitement (ZNT)** : 4 ZNT de 5, 20, 50, 100 m le long des cours d'eau de l'inventaire finistérien**. Possibilité de réduire la ZNT de 20 à 5 m ou de 50 à 5 m sous 3 conditions : mise en place d'une bande enherbée de 5 m, le long du cours d'eau, utilisation de buses limitant la dérive (liste des buses anti-dérive sur le site du Ministère de l'Agriculture), l'enregistrement des traitements. (la ZNT est indiquée sur le bidon lorsqu'elle a été définie par homologation)
- **tout entrainement de produits phytosanitaires hors de la parcelle traitée est proscrit**. Il est interdit de traiter quand la vitesse du vent est supérieure à 19 km/h (feuilles et rameaux sans cesse en mouvement)
- **délai de rentrée** sur la parcelle après traitement : Si aucune indication n'est apposée sur l'étiquette, le délai de rentrée est de :
  - 6 heures en milieu ouvert (parcs, gazons...) et 8 heures en milieu fermé (serres...)
  - 24 heures si l'étiquette comporte au moins une des phrases de risque suivantes : irritant pour les yeux (R36), irritant pour la peau (R38) et pouvant causer des lésions oculaires graves (R41)
  - 48 heures si l'étiquette comporte au moins une des phrases de risque suivantes : pouvant entraîner une sensibilisation par inhalation (R42) et pouvant entraîner une sensibilisation par contact avec la peau (R43)

  En cas de mélange, c'est le délai de rentrée le plus long qui doit être pris en compte

## Arrêté préfectoral du 1er février 2008 (« arrêté fossé »)

Il est interdit d'utiliser tous pesticides (désherbants, fongicides, insecticides) dans les situations suivantes :

- **à moins de 5 m minimum des cours d'eau, plans d'eau de l'inventaire finistérien****. La distance peut être plus importante selon la ZNT du produit
- **dans et à moins de 1 m de la berge des fossés (même à sec), cours d'eau, collecteurs d'eaux pluviales, points d'eau, puits, forages** ne figurant pas sur l'inventaire finistérien**

## Arrêté « mélange » du 7 avril 2010 : Le mélange de certains produits est proscrit :

- les produits T+, T et à ZNT ≥ 100 doivent être utilisés seuls
- les produits avec les phrases de risque R40, R48, R62, R63, R64 et R68 peuvent être mélangés selon le tableau ci-dessous (informations détaillées sur le site www.e-phy.agriculture.gouv.fr) :

Produit 2 / Produit 1

| | R40 | R48 | R62 | R63 | R64 | R68 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| R40 | ■ | | | | | ■ |
| R48 | | ■ | | | | |
| R62 | | | ■ | ■ | ■ | |
| R63 | | | ■ | ■ | ■ | |
| R64 | | | ■ | ■ | ■ | |
| R68 | ■ | | | | | ■ |

■ mélange interdit

*Source : Chambre d'Agriculture*

## Protection des abeilles

Durant la floraison ou au cours des périodes de production d'exsudats, un délai de 24 heures doit être respecté entre l'application d'un produit contenant une substance active appartenant à la famille chimique des pyréthrinoïdes et l'application d'un produit contenant une substance active appartenant aux familles chimiques des triazoles ou des imidazoles. Dans ce cas, le produit de la famille des pyréthrinoïdes est obligatoirement appliqué en premier.

PRIM - 29810 BRÉLÈS - 02 98 04 30 71

Poster réalisé par le Syndicat Mixte des Eaux du Bas-Léon - Kernilis - ☎ 02 98 30 75 22

# Réglementation environnementale en 2014 : que savoir ?

*Date de réalisation : 23 septembre 2014*

## Réglementation concernant l'azote

### I - Arrêté Directive Nitrates (5ème programme d'action) du 14/03/2014 sur la Bretagne

**Déclaration de flux d'azote de toutes origines épandues ou cédées :**
- obligatoire annuellement pour toute personne produisant ou épandant des fertilisants azotés en Bretagne
- établie sur la période du 1er septembre au 31 août

**Interdiction d'épandage** : les dimanches et jours fériés toute l'année

**Calendrier d'épandage** : tous les exploitants doivent respecter le calendrier d'épandage ci-dessous :

| Type de culture | Type de déjections | Janv | Fév | Mars | Avril | Mai | Juin | Juil | Août | Sept | Oct | Nov | Déc |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cultures implantées à l'automne ou en fin d'été (autres que colza, dérobées et prairies) | Type I | | | | | | | | | | | | |
| | Type II | | | | | | | | | | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |
| Colza d'hiver implanté à l'automne | Type I | | | | | | | | | | | | |
| | Type II | | | | | | | | | | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |
| Cultures dérobées et prairies de moins de 6 mois implantées en fin d'été ou à l'automne, luzerne de moins de 6 mois | Type I | | | | | | | | | | | | |
| | Type II | | | | | | | | | (3) | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |
| Cultures implantées au printemps (autres que maïs), Prairies implantées depuis moins de 6 mois | Type I | | | | | | | | | | | | |
| | Type II (1) | | | | | | | | | | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |
| Maïs | Type I | | | | | | | | | | | | |
| | Type II (1) | | | (4) | | | | | | | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |
| Prairies ou luzerne implantées depuis plus de 6 mois | Type I (2) | | | | | | | | | | | | |
| | Type II (2) | | | | | | | | | | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |
| Autres cultures (cultures légumières, porte-graines, ...) | Type I | | | | | | | | | | | | |
| | Type II | | | | | | | | | | | | |
| | Type III | | | | | | | | | | | | |

Les effluents peu chargés (moins de 0.5 kg N/m3) issus d'un traitement d'effluents peuvent être épandus :
(1) dans la limite de 50 kg N efficace/ha sur culture de printemps jusqu'au 31 août
(2) dans la limite de 20 kg N efficace/ha pendant la période d'interdiction sur prairies de plus de 6 mois
(3) dans la limite de 20 kg N efficace/ha du 1er au 30 septembre sur dérobées ou prairies de moins de 6 mois
(4) les effluents de type II peuvent être épandus à partir du 15/03 sur le Finistère Sud et la zone du Conquet (carte détaillée dans l'arrêté)

périodes d'interdiction d'épandage

renforcement des périodes d'interdiction d'épandage du 5ème programme d'action

*Pour les légumineuses, il faut se reporter à l'arrêté GREN.*

*Source : DDTM 29*

**Retournement de prairies de plus de 3 ans :**
- le retournement d'une prairie en fin d'hiver doit se faire après le 1er février
- en cas de retournement en été ou en automne, il doit être impérativement suivi d'une culture à implanter avant le 1er novembre. Le retournement de prairies non conduites en prairies de fauche l'année précédente est à limiter sauf en cas de réimplantation d'une nouvelle prairie
- aucune fertilisation azotée de la culture suivante sauf la fertilisation par les animaux eux-mêmes et sauf en cas de retournement de prairies conduites uniquement en fauche au cours des 3 années précédentes (possibilité de 50 kg N au maximum l'année du retournement)
- rotation « prairies de plus de 3 ans - céréales d'hiver » déconseillée

**Zones humides :**
- remblaiement, drainage et creusement, y compris par fossé drainant, interdits (sauf dérogation obtenue en cas de travaux de restauration, d'extension de bâtiments, de créations de retenues pour irrigation de cultures légumières sur parcelles drainées)
- retournement des prairies permanentes en zone inondable interdit

**Couverture totale des sols l'hiver :**
- couvertures autorisées : dérobées (associées ou non avec des légumineuses), cultures d'hiver, repousses de colza denses et homogènes, prairies, cannes broyées de maïs grain enfouies superficiellement dans les 15 jours suivant la récolte, et CIPAN (Culture Intermédiaire Piège à Nitrates)
- modalités de gestion d'une CIPAN :

- espèces autorisées : avoine, brome, cresson alénois, dactyle, fétuque, fléole des prés, moha, moutardes, navette fourragères, nyger, pâturin, phacélie, radis fourrager, ray-grass, sorgho, sarrasin, seigle, tournesol, mélange de ces espèces avec 20 % légumineuses au maximum
- date d'implantation après céréales : au plus tard le 10 septembre
- date d'implantation après maïs : au plus tard le 1er novembre (recommandation : implantation sous couvert au stade 7-8 feuilles pour les maïs récoltés tard)
- le couvert n'est pas obligatoire en interculture sur les parcelles où la date de récolte de la culture est postérieure au 1er novembre
- technique d'implantation : travail superficiel à minima, semis permettant une couverture suffisante du sol
- maintien du couvert jusqu'au 1er février sauf avant culture légumière primeur ou protéagineux de printemps (destruction possible dès le 15 décembre). Un roulage est toléré à tout moment en cas de montée en graines du couvert.
- fertilisation interdite hormis celle résultant d'un pâturage (épandage de fumier autorisé à partir du 15/01)
- traitement phytosanitaire interdit
- destruction chimique interdite sauf pour les CIPAN non gélives avant cultures légumières, cultures porte-graines, culture conduite en techniques culturales simplifiées (dérogation obtenue jusqu'au 01/01/16 dans ce dernier cas). Dans ces 3 cas, la destruction chimique reste interdite :
  - sur les parcelles classées à risque phytosanitaire élevé,
  - à moins de 10 m des bordures de cours d'eau et à moins de 1 m des fossés

**Distances d'épandage :**

| Distances | Type I (fumiers) | Type II (lisiers) | Type III (engrais) |
|---|---|---|---|
| Cours d'eau | 35 m ramené à 10 m si bande enherbée ou boisée, ne recevant aucun intrant et implantée de façon permanente *(règle de l'arrêté national du 19/12/11)* | ☞ 35 m ramené à 10 m si bande enherbée ou boisée et pente < 7 %<br>☞ 100 m si pente > 7 % et absence de talus<br>☞ 35 m si pente > 7 % mais < 15 % et présence d'un talus | 5 m |
| Forages, puits | 35 m en cas d'absence d'AEP (alimentation en eau potable), respect des conditions particulières du périmètre de protection en cas d'AEP | | 5 m |
| Zones conchylicoles | 500 m sauf dérogation préfectorale obtenue sur la base d'éléments de topographie et de circulation de l'eau | | 5 m |
| Baignades et plages | 200 m *(50 m pour composts élaborés avec au minimum 2 retournements ou une aération forcée et une température supérieure à 55 °C sur 15 jours ou 50°C sur 6 semaines)* | 200 m | 5 m |

### II - Règlementation des Installations Classées (arrêtés du 27/12/13) et du RSD (Règlement Sanitaire Départemental du 23/09/82)

**Distance d'épandage par rapport aux habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers :**

| Type d'effluent | Distance des habitations, campings, stades | |
|---|---|---|
| | RSD | Installations classées (Déclaration, enregistrement ou autorisation) |
| Compost d'effluents *élaborés avec au minimum 2 retournements ou une aération forcée et une température supérieure à 55 °C sur 15 jours ou 50°C sur 6 semaines* | Pas de règle | 10 m |
| Fumiers de bovins, porcins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum 2 mois | Pas de règle | 15 m |
| Autres fumiers | Pas de règle | 50 m |
| Lisier et purins, eaux blanches et vertes<br>Fientes à plus de 65 % de MS<br>Digestats de méthanisation | Si enfoui directement ou dans les 3 heures ou désodorisé : 50 m<br>Sinon : 200 m | 50 m avec rampe à pendillards<br>15 m si injection directe |
| Autres cas | 200 m | 100 m |

Sur terres nues, l'enfouissement doit se faire dans les 24 h pour les composts et fumiers compacts et dans les 12 heures pour les autres effluents. L'épandage est interdit sur les terrains en forte pente et humides (étude de plan d'épandage). Il est également interdit sur sol gelé (sauf en fumier, compost), détrempé, pendant les périodes de fortes pluviosités.

### III - Règles d'instruction des dossiers des Installations Classées :
- en déclaration : apports en kg N organique maitrisable et non maitrisable épandu = Exportations en azote des cultures et prairies sur la SAU
- en autorisation :
  - Plan de Valorisation des Effluents d'élevage et de Fertilisation des cultures (PVEF) à l'équilibre
  - solde de la balance globale azotée < 40 kg/ha dans le cas général (ramené à 25 kg/ha sur les bassins versants « algues vertes »)
  - maintien de la pression azotée totale/ha SAU après projet en bassin versant « algues vertes »

### IV - Arrêté du 19/12/11 relatif au programme d'actions national en zones vulnérables (soit sur l'ensemble de la Bretagne) et arrêté sur le référentiel de l'équilibre de la fertilisation azotée en Bretagne (arrêté GREN : Groupe Régional Expertise Nitrate ; www.draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/Directive-Nitrate-arrete-relatif-a)

**Plafond/ha SAU : 170 kg N organique issues d'effluents d'élevage épandus annuellement/ha SAU**

**Capacité de stockage :**

| Capacité de stockage minimale selon le type d'animaux | Temps passé à l'extérieur | Type I | Type II |
|---|---|---|---|
| Bovin lait, caprins et ovin lait | < 3 mois | 5.5 mois | 6 mois |
| | > 3 mois | 4 mois | 4.5 mois |
| Bovins allaitants | < 7 mois | 5 mois | 5 mois |
| | > 7 mois | 4 mois | 4 mois |
| Bovins à l'engraissement | < 3 mois | 5.5 mois | 6 mois |
| | De 3 à 7 mois | 5 mois | 5 mois |
| | > 7 mois | 4 mois | 4 mois |
| Volailles | | | 7 mois |
| Porcins | | 7 mois | 7.5 mois |

Les fumiers compacts pailleux non susceptibles d'écoulement, à l'issue d'un stockage de 2 mois sous les animaux ou en fumière, peuvent être stockés au champ hors zone non épandable et au maximum sur 10 mois au même endroit, avec un délai de 3 ans entre deux stockages au même endroit. S'il s'agit de fumiers de volaille, le tas sera bâché.

**Plan de fumure prévisionnel N :**
- obligatoire annuellement au plus tard pour le 31 mars de l'année culturale en cours
- doit contenir tous les îlots pour aboutir à la SAU de la PAC de l'année
- présentation de la méthode de calcul détaillée pour chaque type de culture dans l'arrêté GREN

**Cahier de fertilisation :**
- actualisé après chaque épandage
- bordereaux de livraison d'effluents complets (identification des parcelles, volume, quantité d'azote, …) et co-signés par le producteur et le receveur. L'agriculteur soumis aux Installations Classées (IC) n'a pas le droit d'épandre sur des terrains hors plan d'épandage même si ce sont des terres en échange. Dans ce cas, le fournisseur est en défaut et non le receveur
- la fertilisation réalisée doit correspondre au prévisionnel de fumure sauf justifications par l'utilisation d'un outil de raisonnement dynamique ou de pilotage de la fertilisation, ou par une quantité d'azote exportée par la culture supérieure au prévisionnel, ou, dans le cas d'un accident cultural intervenu postérieurement au calcul de la dose prévisionnelle, par la description détaillée des événements survenus (nature, date)

**Bordures de cours d'eau :**
- **implantation ou maintien d'une bande enherbée ou boisée d'une largeur minimale de 5 m** le long des cours d'eau de l'inventaire finistérien**. Les modalités d'implantation et d'entretien sont celles déterminées dans l'arrêté BCAE (cf poster éco-conditionnalité-gestion des bandes tampons). Attention, en ZAR, l'enherbement doit être maintenu sur 10 m (voir encart ci-contre)
- travail superficiel autorisé pour le renouvellement de la bande enherbée en cas de besoin

## Seuils des ICPE (Installations Classées pour le Protection de l'Environnement) et du RSD (Règlement Sanitaire Départemental)

| | Règlement Sanitaire | Déclaration sans contrôle périodique | Déclaration avec contrôle périodique | Enregistrement | Autorisation | Autorisation IED (ex IPPC) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Porcs :**<br>1 Porc charcutier ou une cochette non saillie = 1 animal équivalent<br>1 truie = 3 animaux équivalents<br>1 porcelet = 0.2 animal équivalent | < 50 animaux équivalents | 50 à 450 animaux équivalents | Non soumis | > 450 animaux équivalents hors rubrique 3660 | **> 750 truies ou > 2000 PC (Rubrique 3660)** | |
| **Bovins à l'engrais + veaux de** | < 50 | **50 à 200** | **201 à 400** | Non soumis | **> 400** | Non soumis |
| **Vaches laitières** | < 50 | **50 à 100** | **101 à 150** | **de 151 à 200** | **> 200** | Non soumis |
| **Vaches nourrices** | **< 100** | **>100** | **Non soumis** | Non soumis | Non soumis | Non soumis |
| **Volailles**<br>Caille = 1/8 animal équivalent<br>Pigeon, perdrix = ¼ animal équivalent<br>Poule, poulet, faisan, pintades = 1 an.éq.<br>Poulet léger= 0,85; lourd = 1,25<br>Canard = 2 animaux équivalents<br>Dinde légère= 2,2, médium = 3; lourde= 3,5 | < 5000 animal équivalent | **5000 à 30000 animaux équivalents** | **20001 à 30000 animaux équivalents** | **Non soumis** | **> 30000 animaux équivalents** | **> 40 000 emplacements** |
| **Lapins**<br>Animaux sevrés | < 3000 | > 3000 | Non soumis | Non soumis | > 20 000 | Non soumis |

*Source : Chambre d'agriculture 29*

## Réglementation sur le phosphore

**Instruction des dossiers Installations Classées en enregistrement, autorisation depuis le 30/11/10 :**

| Dossiers < 25000 uN | Dossiers > 25000 uN et création ex nihilo |
|---|---|
| **85 kg Phosphore total/ha de SPE** *<br>(+10 kg P supplémentaires/ha en volaille)<br>+ création de maillage bocager en travers des pentes | **Equilibre en phosphore**<br>(+ marge de 10 %) + création<br>de maillage bocager en travers des pentes |

* Sur l'amont du plan d'eau eutrophe de Moulin Neuf-Pont l'Abbé, le plafond est de 80 kg Phosphore total/ha SPE.

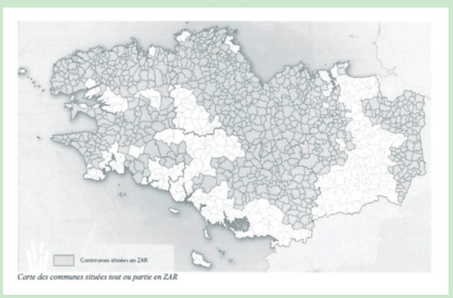
## Réglementation spécifique aux Zones d'Action Renforcée (ZAR) Arrêté Directives Nitrates 5ème programme d'action du 14/03/2014

### En ZAR

- enherbement existant des berges de cours d'eau de l'inventaire finistérien ** (renseignements en bas du poster) maintenu sur une **bande de 10 mètres**
- pour toute personne exploitant plus de 3 ha en ZAR : **solde de la balance globale azotée** de l'année culturale en cours ou des 3 dernières années culturales (année culturale : du 1er septembre au 31 août) **inférieur ou égale à 50 kg/ha de SAU** *

** dans le cadre de l'instruction de dossiers Installations Classées sur les bassins versants« algues vertes », ce solde doit être inférieur à 25 kg/ha de SAU*

*Zones d'action renfornée (ZAR) : anciennes ZES et ZAC*



*Carte des communes situées tout ou partie en ZAR*

### Sur les Ex-ZES (Zones d'Excédent Structurel)

Toute exploitation produisant plus de 20 000 KgN/an, a l'obligation de traiter ou d'exporter la quantité d'azote excédentaire de l'exploitation qui ne peut être épandue, dans le respect de l'équilibre de la fertilisation, sur ses terres exploitées en propre ou/et sur des terres mises à disposition dans la limite de 20 000 Kg N. Les quantités exportées doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en ZES. Par dérogation préfectorale, après avis du Coderst, les quantités devant être exportées peuvent être épandues sur cultures légumières et arboricoles, sur les terres exploitées en agriculture biologique, après méthanisation si la teneur en azote ammoniacal est supérieure à 90 %, dans le cas de produits normalisés (rubriques 2170, 2751, 2780, 2781 ou 2782) issus d'une installation classée ou d'une annexe à une installation classée.

## Réglementation spécifique au bassin versant de l'Aber Wrac'h (en amont de la prise d'eau de Baniguel) et de l'Horn

*(Arrêté du 30 août 2007 ▶ limitation des apports azotés)*

- **plafond de 160 kg N toutes origines confondues/ha SAU situé sur le bassin versant** *(déduction faite des surfaces en légumes)***, en moyenne et par an** pour chaque exploitation de polyculture élevage bovin caractérisée par :
  - en élevage bovin spécialisé par une surface fourragère d'au moins 65 % de la SAU
  - en élevage bovin mixte, par une surface fourragère d'au moins 50 % de la SAU et, soit une part de surface enherbée d'au moins 40 % de la SFP, soit une part d'azote produit par d'autres espèces animales au plus égale à celui produit par les bovins
- **plafond de 140 kg N de toutes origines confondues, par hectare de SAU situé sur le bassin versant** *(déduction faite des surfaces en légumes)*, **en moyenne et par an, pour toutes les autres exploitations**
- **plafond de 170 kg N/ha de légumes**
- sur les parcelles hors Bassin Versant Contentieux, respect de l'équilibre de la fertilisation

## Règlementation spécifique au bocage

Les communes du SAGE du Bas-Léon doivent protéger les éléments bocagers stratégiques pour la qualité de l'eau (talus, haies perpendiculaires à la pente, talus de ceinture de bas fond, bosquets,…) dans le cadre de leur document d'urbanisme (PLU, carte communale,…). Toute suppression d'élément bocager doit faire l'objet d'une demande préalable en mairie.
La présence de bocage joue sur les règles de distance d'épandage et le respect du plan d'épandage dans le cadre des Installations classées en enregistrement ou autorisation.

## Réglementation spécifique à l'entretien des cours d'eau et fossés de drainage

**Entretien des cours d'eau** *(Code de l'Environnement L215-1 à 18 et R214-1)*
Les propriétaires riverains d'une rivière possèdent la berge et le fonds du cours d'eau jusqu'à la moitié du lit. En contrepartie, ils ont l'obligation d'en assurer l'entretien régulier. Cet entretien a pour objectifs :
- de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre (ne pas toucher au «vieux fonds, vieux bords »),
- de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives.

Tous travaux (élargissement du lit ou creusement du lit, busage, remblaiement, …) qui modifieraient le profil du cours d'eau ou la libre circulation des poissons, ou qui aboutiraient à la destruction de frayères, sont strictement réglementés et doivent faire l'objet d'une demande de déclaration ou d'autorisation en DDTM.

**Entretien des fossés de drainage des zones humides**
- l'entretien et le rétablissement ponctuel du réseau de circulation par curage est possible : réaliser des petites rigoles d'une profondeur maximale de 20 cm
- tout surcreusement d'un fossé ou mise en place de canalisation, conduisant à l'assèchement total ou partiel d'une zone humide, reste proscrit.

*** l'inventaire finistérien des cours d'eau se trouve sur le site www.finistere.gouv.fr, rechercher : « inventaire des cours d'eau ».*

***CECI EST UN POSTER, UTILISEZ-LE COMME TEL.***

Poster réalisé par le Syndicat Mixte des Eaux du Bas-Léon - Kernilis
☎ 02 98 30 75 22

PRIM - 29810 BRÉLÈS - 02 98 04 30 71 IMPRIM'VERT®